

QUELS SONT LES PAYS AFRICAINS EXEMPLAIRES EN MATIÈRE DE DIVERSITÉ LINGUISTIQUE EN LIGNE ?



 **idemiAFRICA**
#MaLangueCompte

  
idemiafrica

 [idemi.africa](https://www.idemi.africa)
Hello@idemi.africa

La diversité linguistique sur internet est l'une des principales sphères d'actions du collectif Idemi Africa.

Nous croyons que nous avons accès à un certain web en fonction de la langue que l'on parle et nous tentons à travers nos actions de réduire le gap existant entre les langues occidentales et les langues africaines sur internet.

Pour rappel, 80 % des contenus existants sur internet sont produits dans dix langues occidentales.

Ces dernières semaines, nous avons donc voulu savoir quels sont les pays Africains qui ont essayé de rendre leur site officiel disponible dans au moins, une de leurs langues locales.

Par site officiel, nous nous sommes contentés de vérifier uniquement le site du gouvernement ou en tout cas, ce qui s'en rapproche

RÉSULTATS CLÉS DE NOTRE ÉTUDE :

Sur les réseaux sociaux, les comptes officiels des gouvernements africains ne communiquent pas dans leurs langues locales.



RÉSULTATS CLÉS DE NOTRE ÉTUDE :

L'amharique, l'amazighe et le swahili sont les seules langues africaines utilisées par un site web officiel, parmi les 2000 environs que compte le continent.



RÉSULTATS CLÉS DE NOTRE ÉTUDE :

Sur les 54 pays africains, seulement trois disposent d'un site officiel dans une langue locale.



RÉSULTATS CLÉS DE NOTRE ÉTUDE :

**La Tanzanie, l'Éthiopie et le Maroc
sont les seuls pays qui disposent
d'une version dans une langue
africaine**



RÉSULTATS CLÉS DE NOTRE ÉTUDE :

95% des pays africains ne produisent aucune donnée officielle dans une langue africaine.



Pays	Disponibilité en langue locale	Adresse
Afrique du Sud	Non	https://www.gov.za/
Algérie	Non	http://www.premier-ministre.gov.dz/fr/
Angola	Non	https://governo.gov.ao/ao/
Bénin	Non	https://www.gouv.bj/
Botswana	Non	https://www.gov.bw/
Burkina Faso	Non	https://www.gouvernement.gov.bf/
Burundi	Non	https://burundi.gov.bi/
Cap-Vert	Non	http://www.governo.cv/
République centrafricaine	Non	https://www.gouv.cf/
Comores	Non	https://beit-salam.km/
Côte d'Ivoire	Non	http://www.gouv.ci/
République du Congo	Non	http://www.premier-ministre.gov.dz/fr/

Djibouti	Non	https://www.presidence.dj/
Égypte	Non	https://www.presidency.eg/en/
Erythrée	Non	https://shabait.com/
Éthiopie	Oui	https://www.pmo.gov.et/
Eswatini	Non	http://www.gov.sz/
Gabon	Non	https://presidence.ga/
Gambie	Non	http://www.gambia.gov.gm/
Ghana	Non	https://www.ghana.gov.gh/
Guinée	Non	https://gouvernement.gov.gn/
Guinée-Bissau	Non	https://www.general-embalo.com/
Kenya	Non	https://www.president.go.ke/
Lesotho	Non	https://www.gov.ls/
Liberia	Non	https://www.gov.ls/

Lesotho	Non	https://www.gov.ls/
Liberia	Non	https://www.gov.ls/
Libye	Non	https://foreign.gov.ly/
Madagascar	Non	http://www.presidence.gov.mg/
Malawi	Non	https://www.malawi.gov.mw/
Mali	Non	http://www.primature.gov.ml/
Maroc	Oui	https://www.cg.gov.ma/amz
Maurice	Non	http://www.govmu.org/French/Government/pages/default.aspx
Mauritanie	Non	http://www.govmu.org/French/Government/pages/default.aspx
Mozambique	Non	http://nyusi.org.mz/
Namibie	Non	https://opm.gov.na/
Niger	Non	http://www.gouv.ne/

Nigeria	Non	https://statehouse.gov.ng/
Ouganda	Non	https://www.gou.go.ug/
Rwanda	Non	https://www.gov.rw/
Sao Tomé-et-Principe	Non	http://www.gov.st/
Sénégal	Non	https://www.sec.gouv.sn/
Seychelles	Non	http://www.egov.sc/
Sierra Leone	Non	https://statehouse.gov.sl/
Somalie	Non	https://www.somalia.gov.so/
Soudan	Non	http://www.sudan.gov.sd/
Soudan du Sud	Non	http://www.mofep-grss.org/
Tanzanie	Oui	https://www.tanzania.go.tz/

Tchad	Non	https://presidence.td/
Togo	Non	https://www.republiquetogolaise.com/
Tunisie	Non	http://fr.tunisie.gov.tn/
Zambie	Non	https://www.sh.gov.zm/
zimbabwe	Non	http://www.zim.gov.zw/index.php/en/

Il est important de dire que nos autorités ont une responsabilité dans l'utilisation et la préservation de nos langues en ligne.

Par exemple, le réseau Maaya pour la diversité linguistique, en partenariat avec la délégation générale à la langue française et aux langues de France du Ministère de la Culture, a par exemple réalisé un rapport dans lequel, il étudie la place qu'occupent les langues de France parlées par plus de 50 000 locuteurs sur la toile.

C'est du côté du volume de publications dans les langues locales sur le web qu'est la réponse à cette problématique. Si les pays Africains veulent prétendre à une place dans notre monde numérique, ils doivent participer activement à la course aux contenus et être parmi les premières présentes sur le web.

Nous tenons à préciser que la place d'une langue n'est pas une fatalité, "elle dépend aussi de décisions, de choix stratégiques, et, au final de la conception qu'on se fait de sa culture".

Des talents existent et sont prêts à aider nos gouvernements dans cette tâche. Qui va lire les contenus dans nos langues ? Comme le dit Boubacar Boris Diop, ce que montre l'histoire de la littérature, c'est que ce sont les textes qui créent le public, et non l'inverse.

Pour plus d'informations sur cette étude et pour aller plus loin sur le sujet, n'hésitez pas à nous contacter: sinatou@idemi.africa

Etude réalisée avec l'aide de Judicaël Kpehounton

Mise en forme: Djamal Saka